

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants des résultats financiers d'octobre 1999

### Excédent budgétaire de 112 millions de dollars en octobre 1999

Un excédent budgétaire de 112 millions de dollars a été réalisé en octobre 1999, comparativement au déficit de 428 millions enregistré en octobre 1998, étant donné que les recettes budgétaires ont été plus élevées (en hausse de 478 millions, ou 4,2 %) et que les frais de la dette publique ont chuté (en baisse de 186 millions, ou 5,4 %), ce qui a largement compensé la hausse au titre des dépenses de programmes (en hausse de 124 millions, ou 1,5 %).

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 13,4 %. Cette hausse est attribuable dans une large mesure à la vigueur soutenue des retenues sur le revenu d'emploi, elle-même tributaire de l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 18,6 %, en raison surtout de remboursements plus élevés découlant d'un trop-perçu au chapitre des acomptes provisionnels en 1998-1999.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 6,1 % étant donné que la baisse des taux de cotisation (la cotisation de l'employé en 1999 est de 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables par rapport à 2,70 \$ en 1998) a plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.

- Les recettes au titre des droits et des taxes et droits d'accise ont progressé de 7,0 %. Les variations entre les composantes sont toujours très grandes. Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont bondi de 13,5 %, les rentrées brutes plus élevées ayant distancé l'augmentation des remboursements et du crédit en faveur des contribuables à revenu modeste. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 10,0 %, après une baisse d'une année sur l'autre de 36,7 % en septembre 1999. Les autres taxes et droits d'accise ont chuté de 10,2 %, après une baisse d'une année sur l'autre de 18,2 % en septembre 1999.
- Les recettes non fiscales ont fléchi de 17,1 %, après une baisse d'une année sur l'autre de 20,0 % en septembre 1999.

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,3 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 1,7 %, sous le coup d'une augmentation des prestations moyennes et du nombre de bénéficiaires. Les prestations d'assurance-emploi ont été plus élevées de 0,4 %.
- Les principaux transferts aux autres administrations se sont accrus de 2,1 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui révélaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.



# La revue financière

Tableau 1

## État sommaire des opérations

	octobre		d'avril à octobre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	11 511	11 989	88 702	91 101
Dépenses de programmes	-8 498	-8 622	-57 329	-59 137
Solde de fonctionnement	3 013	3 367	31 373	31 964
Frais de la dette publique	-3 441	-3 255	-23 899	-23 803
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-428	112	7 474	8 161
<b>Opérations non budgétaires</b>	-527	1 040	-2 807	-3 172
<b>Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)</b>	-955	1 152	4 667	4 989
<b>Opérations de change</b>	-297	-1 039	5 538	-862
<b>Solde financier net</b>	-1 252	113	10 205	4 127
<b>Variation nette des emprunts</b>	-1 982	3 783	-18 406	-6 916
<b>Variation nette de l'encaisse</b>	-3 234	3 896	-8 201	-2 789

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 1,3 %. Les subventions et autres transferts ont augmenté de 3,6 %, les paiements aux sociétés d'État ont chuté de 14,5 %, et les coûts de fonctionnement et d'immobilisations se sont accrus de 2,3 %.

La baisse des frais de la dette publique est exclusivement attribuable à des corrections apportées pour des surestimations de rajustements d'exercice au cours des mois précédents.

### Données cumulées de l'exercice : excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars

Au cours des sept premiers mois de l'exercice 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 8,2 milliards de dollars, en hausse de 0,7 milliard par rapport à l'excédent enregistré pour la même période l'an dernier. En fonction de l'expérience des années précédentes et compte tenu de l'effet des mesures d'allègement fiscal annoncées dans le budget

de février 1999 et de la réduction récemment annoncée des taux de cotisation d'assurance-emploi de 2,55 \$ à 2,40 \$ (cotisation de l'employé par tranche de 100 \$ de gains assurables), l'excédent budgétaire devrait continuer à augmenter jusqu'à la fin de décembre, pour diminuer au dernier trimestre de l'exercice. Tel qu'il était indiqué dans *La Mise à jour économique et financière*, en l'absence de toute autre mesure de politique, le solde budgétaire sous-jacent, à partir de la moyenne des prévisions du secteur privé, est estimé à 5,0 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année. De ce montant, une somme de 3,0 milliards sera affectée à la réserve pour éventualités et servira, si elle n'est pas utilisée, à rembourser une partie de la dette publique.

Les recettes budgétaires ont avancé de 2,4 milliards de dollars (2,7 %) d'une année sur l'autre, étant donné que l'augmentation des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la TPS a plus que compensé

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	octobre			d'avril à octobre		
	1998	1999	variation	1998-1999	1999-2000	variation
	(en millions de dollars) (%)			(en millions de dollars) (%)		
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 413	6 138	13,4	43 022	45 361	5,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 380	1 124	-18,6	10 641	9 648	-9,3
Autres	273	255	-6,6	1 383	1 699	22,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 066	7 517	6,4	55 046	56 708	3,0
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	1 322	1 242	-6,1	11 744	11 234	-4,3
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	1 764	2 003	13,5	12 133	13 606	12,1
Droits de douane à l'importation	190	209	10,0	1 479	1 379	-6,8
Taxes de vente et d'accise	706	634	-10,2	5 107	4 910	-3,9
Total des taxes et droits d'accise	2 660	2 846	7,0	18 719	19 895	6,3
<b>Total des recettes fiscales</b>	11 048	11 605	5,0	85 509	87 837	2,7
<b>Recettes non fiscales</b>	463	384	-17,1	3 193	3 264	2,2
<b>Total des recettes budgétaires</b>	11 511	11 989	4,2	88 702	91 101	2,7

la diminution des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés et des cotisations d'assurance-emploi.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (5,4 %), pratiquement toute la hausse ayant été enregistrée au cours des trois derniers mois. Cette hausse est largement attribuable à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, sous le coup d'une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. Ces changements ont toutefois été atténués par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de Prestation fiscale canadienne pour enfants, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 1,0 milliard de dollars (9,3 %), sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si l'on estime que les bénéfices des sociétés ont remonté pendant les trois premiers trimestres de l'année civile 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 0,5 milliard de dollars (4,3 %), étant donné que la baisse des taux de cotisation et les rajustements pour les années précédentes ont plus que compensé l'effet de l'augmentation du nombre de personnes qui occupent un emploi et qui donc cotisent.

# La revue financière

Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	octobre		variation (%)	d'avril à octobre		variation (%)
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
<b>Paiements de transfert</b>						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 928	1 960	1,7	13 185	13 448	2,0
Prestations d'assurance-emploi	747	750	0,4	6 110	5 969	-2,3
Total	2 675	2 710	1,3	19 295	19 417	0,6
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	7 292	7 292	0,0
Transferts fiscaux	829	868	4,7	5 527	6 081	10,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-185	-188	1,6	-1 305	-1 313	0,6
Total	1 686	1 722	2,1	11 514	12 060	4,7
<b>Dépenses directes de programmes</b>						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	27	45	66,7	289	315	9,0
Affaires étrangères	108	174	61,1	766	821	7,2
Santé	91	86	-5,5	560	587	4,8
Développement des ressources humaines	141	159	12,8	979	866	-11,5
Affaires indiennes et du Nord	261	262	0,4	2 451	2 514	2,6
Industrie et développement régional	140	127	-9,3	761	737	-3,2
Anciens combattants	114	117	2,6	795	805	1,3
Autres	212	163	-23,1	1 195	1 147	-4,0
Total	1 094	1 133	3,6	7 796	7 792	-0,1
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	105	65	-38,1	505	485	-4,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	135	150	11,1	1 002	1 045	4,3
Autres	91	68	-25,3	581	594	2,2
Total	331	283	-14,5	2 088	2 124	1,7
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	866	797	-8,0	5 227	5 592	7,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 846	1 977	7,1	11 409	12 152	6,5
Total	2 712	2 774	2,3	16 636	17 744	6,7
Total des dépenses directes de programmes	4 137	4 190	1,3	26 520	27 660	4,3
<b>Total des dépenses de programmes</b>	8 498	8 622	1,5	57 329	59 137	3,2
<b>Frais de la dette publique</b>	3 441	3 255	-5,4	23 899	23 803	-0,4
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	11 939	11 877	-0,5	81 228	82 940	2,1
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 455	5 565	2,0	38 605	39 269	1,7

- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (6,3 %). Les recettes nettes de TPS ont progressé de 1,5 milliard (12,1 %), ce qui dépasse largement la progression de l'assiette fiscale sous-jacente et qui est supérieur à la hausse enregistrée pour l'ensemble de l'exercice 1998-1999. La croissance des recettes jusqu'ici demeure assujettie à des questions de calendrier, de sorte que le taux de croissance devrait ralentir au cours des prochains mois et traduire plus fidèlement le taux de croissance des assiettes. Les droits de douane à l'importation ont chuté de 6,8 %. Les recettes provenant des taxes de vente et des taxes et des droits d'accise ont fléchi de 3,9 %, surtout en raison de l'élimination de la taxe de transport aérien, en novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des placements et d'autres recettes, par exemple, les droits et le produit d'opérations de vente, ont été en hausse de 0,1 milliard de dollars (2,2 %). Cette composante des recettes budgétaires est assez instable, en raison du calendrier des sommes perçues.

Les dépenses de programmes ont progressé de 1,8 milliard de dollars d'avril à octobre 1999, soit de 3,2 % comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté, étant donné que les prestations aux aînés plus élevées ont plus que compensé la diminution des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux aînés ont augmenté, car le nombre de personnes admissibles à des prestations est plus grand et les prestations

moyennes sont plus élevées puisqu'elles sont indexées à l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison du moins grand nombre de chômeurs et de questions de calendrier. Par contre, il y a eu augmentation des prestations et des paiements spéciaux d'assurance-emploi aux termes des mesures de soutien à l'emploi.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,5 milliard de dollars (4,7 %), sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation, comme il a été indiqué précédemment.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (4,3 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires, les conséquences des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999 et les coûts associés aux engagements contractés par le Canada pour le maintien de la paix internationale.

Les frais de la dette publique ont un peu diminué par rapport aux niveaux précédents de l'exercice, sous le coup d'une légère baisse du taux d'intérêt moyen effectif sur l'encours de la dette portant intérêt.

# La revue financière

Tableau 4

## Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	octobre		d'avril à octobre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	-428	112	7 474	8 161
<b>Prêts, placements et avances</b>				
Sociétés d'État	19	170	750	189
Autres	-1	48	-437	-74
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>218</b>	<b>313</b>	<b>115</b>
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	-447	-57	942	232
Comptes de pension de retraite	319	464	2 211	2 777
Autres	35	-29	54	-126
<b>Total</b>	<b>-93</b>	<b>378</b>	<b>3 207</b>	<b>2 883</b>
<b>Autres opérations</b>	<b>-452</b>	<b>444</b>	<b>-6 327</b>	<b>-6 170</b>
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	<b>-527</b>	<b>1 040</b>	<b>-2 807</b>	<b>-3 172</b>
<b>Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)</b>	<b>-955</b>	<b>1 152</b>	<b>4 667</b>	<b>4 989</b>
<b>Opérations de change</b>	<b>-297</b>	<b>-1 039</b>	<b>5 538</b>	<b>-862</b>
<b>Solde financier net</b>	<b>-1 252</b>	<b>113</b>	<b>10 205</b>	<b>4 127</b>

Tableau 5

## Solde financier net et emprunts nets

	octobre		d'avril à octobre	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
<b>Solde financier net</b>	<b>-1 252</b>	<b>113</b>	<b>10 205</b>	<b>4 127</b>
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts</b>				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 100	4 172	2 931	1 967
Obligations d'épargne du Canada	-370	-30	-2 486	-1 045
Bons du Trésor	800	150	-25 600	-3 650
Autres	377	-234	919	301
<b>Total partiel</b>	<b>-2 293</b>	<b>4 058</b>	<b>-24 236</b>	<b>-2 427</b>
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	34	26	567	359
<b>Total</b>	<b>-2 259</b>	<b>4 084</b>	<b>-23 669</b>	<b>-2 068</b>
Payables en devises				
Obligations négociables	511	-	4 388	-415
Billets et prêts	-	-	-	-
Bons du Canada	-213	-301	1 822	-4 177
Billets du Canada	-21	-	-947	-256
<b>Total</b>	<b>277</b>	<b>-301</b>	<b>5 263</b>	<b>-4 848</b>
<b>Variation nette des emprunts</b>	<b>-1 982</b>	<b>3 783</b>	<b>-18 406</b>	<b>-6 916</b>
<b>Variation de l'encaisse</b>	<b>-3 234</b>	<b>3 896</b>	<b>-8 201</b>	<b>-2 789</b>

## **Données cumulées de l'exercice : excédent financier de 5,0 milliards de dollars (opérations de change exclues)**

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où s'effectue le paiement correspondant. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les besoins et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 3,2 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de 1999-2000, par rapport à 2,8 milliards dans la période correspondante l'an dernier. Cette augmentation est attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards de dollars au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'il avait été annoncé dans le budget de 1999. Ainsi, cela a permis de dégager un excédent financier (excluant les opérations de change) de 5,0 milliards au cours de la période d'avril à octobre 1999, soit une légère augmentation par rapport à l'excédent enregistré à la période correspondante de l'exercice précédent.

## **Données cumulées de l'exercice : excédent financier net de 4,1 milliards de dollars (y compris les opérations de change)**

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à octobre 1999 a été marquée par un besoin net de 0,9 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 5,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 8,2 milliards de dollars, un besoin net de 3,2 milliards relatif aux opérations non budgétaires et un besoin net de 0,9 milliard pour les opérations de change, l'excédent financier net s'établissait à 4,1 milliards, pour la période d'avril à octobre 1999, comparativement à 10,2 milliards l'année précédente.

Cet excédent financier net, jumelé à un prélèvement de 2,8 milliards de dollars sur l'encaisse, a servi à rembourser, à la fin d'octobre 1999, une tranche de 6,9 milliards de dollars de la dette contractée sur le marché. À la fin d'octobre 1999, l'encaisse s'établissait à 6,5 milliards de dollars.

# La revue financière

Tableau 6

## État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 octobre 1999	variation
	(en millions de dollars)		
<b>Passif</b>			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	13 128	-11 381
Intérêt et dette échue	9 791	10 510	719
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	34 654	-10 662
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	125 185	2 778
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	5 659	232
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 597	-127
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	137 441	2 883
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	297 719	1 967
Bons du Trésor	96 950	93 300	-3 650
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 976	-686
Autres	4 063	4 364	301
Total partiel	424 427	422 359	-2 068
Payable en devises			
Obligations négociables	23 907	23 492	-415
Bons du Canada	10 230	6 053	-4 177
Billets du Canada	1 863	1 607	-256
Total partiel	36 000	31 152	-4 848
Total de la dette non échue	460 427	453 511	-6 916
Total de la dette portant intérêt	594 985	590 952	-4 033
Total du passif	640 301	625 606	-14 695
<b>Actif</b>			
Encaisse et débiteurs	15 273	7 993	-7 280
Comptes d'opérations de change	34 668	35 529	861
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 421	-115
Total de l'actif	63 477	56 943	-6 534
<b>Déficit accumulé (dette publique nette)</b>	576 824	568 663	-8 161

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

*This publication is also available in English.*

Décembre 1999

